

Burundi : les autorités dénoncent l'absentéisme dans l'administration publique

Arrib News, 26/06/2012 – Source Xinhua Le ministre burundais à la présidence chargée de la bonne gouvernance et de la privatisation, Issa Ngendakumana, a dénoncé l'absentéisme dans le fonctionnement de l'administration publique. Ouvrant un atelier sur l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (SNBGLC) à l'intention des directeurs des départements ministériels, ouvert mardi à Bujumbura, M. Ngendakumana a déploré qu'à cause de la crise sociopolitique, on assiste à des dérèglements moraux dans l'ensemble de la société burundaise en général et chez les fonctionnaires en particulier.

Il a pointé du doigt l'absentéisme au service, l'effritement des valeurs éthiques et déontologiques ainsi que diverses pratiques de corruption et de malversations économiques qui se sont graduellement installées au sein de l'administration publique burundaise. Au Burundi, l'absentéisme et les retards au service dans l'administration publique ont parfois atteint un seuil "inacceptable", a relevé M. Ngendakumana. « Des fonctionnaires peuvent passer plusieurs jours, voire des semaines sans se présenter au service sans qu'ils n'encourent aucune sanction. D'autres se présentent au service, juste le temps de se faire voir par leurs supérieurs hiérarchiques et s'en vont aussitôt pour ne plus revenir au service au cours de la journée. Et pourtant, ils continuent à être payés à la fin du mois et notamment Trésoriers, Bon+ voire +Elite+ à la fin de l'année », a-t-il dit aux cadres des départements de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'Agriculture, de la Santé Publique et de la Fonction Publique, présents à l'atelier. Le ministre Ngendakumana a aussi fait remarquer que bon nombre de services publics sont touchés par le phénomène de corruption avec comme conséquence l'inaccessibilité des populations aux services publics essentiels. Celles-ci, a-t-il dit, « sont souvent contraintes de payer des pots-de-vin » pour bénéficier des services auxquels elles ont droit. Dans certains cas, a-t-il ajouté, les fonds publics sont dilapidés par des fonctionnaires voreux sous des formes aussi sophistiquées que variées. Selon M. Ngendakumana, les services médiocres offerts aux usagers du service public érodent tout le capital de confiance des populations. Face à cette situation, le ministre a demandé aux responsables de l'administration de « rompre avec la routine, quitter les sentiers battus et de cesser de trouver partout des prétextes et des excuses telles l'insuffisance de ressources humaines, matérielles ou financières, pour justifier l'inertie et l'incapacité à produire des résultats tangibles dans leurs services respectifs ». Ngendakumana a souligné en même temps que ce n'est pas pour décourager ou incriminer quiconque s'il a présenté un tableau peu reluisant de l'administration publique, mais « à veiller les consciences des hauts cadres de l'Etat burundais et de susciter en eux-mêmes un changement de mentalités et de comportements pour une meilleure gouvernance dans le pays ».